

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 30 JUIN 2008 – FONDATION SCIENCES CITOYENNES

### **Les citoyens réclament un statut pour les lanceurs d'alerte et une recherche plus transparente**

La situation du biologiste et lanceur d'alerte Christian Vélot a été l'occasion d'une mobilisation historique le 25 juin 2008. Pour la première fois, la situation d'un chercheur a fait l'objet d'une manifestation citoyenne sur le lieu même où il exerce son activité, à savoir ici l'Institut de génétique et microbiologie d'Orsay.

Environ 500 personnes ont répondu à l'appel de la Fondation Sciences Citoyennes et se sont donné rendez-vous sur le campus d'Orsay pour obtenir la « réhabilitation » de Christian Vélot. Ce biologiste anime sur son temps personnel de nombreuses conférences sur le thème des OGM et il est intervenu en tant que témoin dans des procès de faucheurs volontaires. Son engagement lui vaut aujourd'hui, de la part de la direction de son Institut, de nombreuses pressions morales et matérielles : confiscation de ses reliquats de crédits pour 2008 et 2009, privation d'un étudiant-stagiaire, exclusion arbitraire de son équipe de l'Institut à partir de fin 2009. Pour toutes ces raisons, les soutiens à Christian Vélot ont demandé à être reçus par la direction de l'Institut. Sans succès.

Aussi, une délégation composée de représentants d'organisations citoyennes et environnementales et de syndicats de chercheurs a rencontré des membres du conseil scientifique et de l'administration de l'Institut, auxquels est venu se joindre le doyen de la Faculté des Sciences d'Orsay. Cette entrevue a témoigné de l'opacité financière qui rend la traçabilité des fonds dédiés à la recherche totalement ubuesque dans cet institut. Par ailleurs, et alors que cela n'avait pas été mentionné dans la lettre signifiant à Christian Vélot son éviction après 2009, les représentants de l'Institut ont signalé une évaluation négative du chercheur sans qu'aucune trace écrite de ladite évaluation n'ait pu être fournie par l'établissement.

Suite au rassemblement d'Orsay, la manifestation parisienne qui s'en est suivie, du Sénat au ministère de la Recherche, a permis, après un défilé festif, des prises de paroles d'organisations variées : L'Alliance pour la Planète, Attac, Greenpeace, WWF, Les amis de la Terre, le PCF, Cap 21, la Fondation Sciences Citoyennes, la Confédération paysanne, France Nature Environnement... Dans le même temps, une seconde délégation a été reçue par le directeur de cabinet de Valérie Pécresse, Philippe Gillet. Près de 50 000 pétitions en soutien à Christian Vélot lui ont été remises. Même si le ministère a répondu qu'il n'avait pas à s'immiscer dans les prises de décision au sein des universités ou des organismes de tutelle au risque d'être soupçonné d'ingérence, il s'est montré en faveur d'une nouvelle évaluation du chercheur. Cet entretien a été l'occasion pour les associations de réclamer à nouveau une protection pour les lanceurs d'alerte et un statut pour l'expertise, conformément aux engagements du Grenelle. Le chef de cabinet de Valérie Pécresse a confirmé la volonté de la ministre de faire avancer ce dossier.

Comme l'a rappelé José Bové, soutien de la première heure de Christian Vélot, le cas des OGM est emblématique du fait que les citoyens commencent à se mêler de sciences. Derrière la situation particulière de Christian Vélot, c'est la question des choix scientifiques et de leur mise en démocratie qui est posée. La « température citoyenne » risque de monter rapidement en ce qui concerne les priorités et le financement de la recherche, le rôle de l'industrie dans les laboratoires ou encore le statut de la recherche publique.

L'université d'Orsay, grâce notamment à son doyen, plutôt attentif au cas de Christian Vélot, a proposé une réunion de concertation avec le chercheur, qui sera accompagné d'une délégation, le 9 juillet prochain.